

Le confessionnalisme après le Printemps arabe

Un spectre exagéré

BARAH MIKAÏL, PHD*

Le confessionnalisme s'est amplifié à la suite des soulèvements populaires qui ont secoué le monde arabe. Les récents affrontements interconfessionnels qui suivirent la chute des gouvernants autoritaires arabes ont été provoqués par des désaccords idéologiques entre Islamistes et laïques, entre conservateurs et libéraux, ainsi que par des divisions religieuses entre Sunnites et Chiïtes, Musulmans et Chrétiens. Toutefois, la multiplication de tels affrontements à la suite des soulèvements de 2011 a également été attisée par des stratégies géopolitiques, des vides de pouvoir favorisant la réalisation d'ambitions et de programmes politiques. Alors que le confessionnalisme est réel et comporte des risques importants, il n'est pas le moteur principal des divisions qui règnent dans la région. L'Occident ne doit pas perdre de vue le fait que de nombreux régimes attisent le confessionnalisme tout en négligeant d'autres clivages tels que les spécificités régionales des programmes, un manque de respect pour les droits de l'homme, la corruption et de mauvaises conditions économiques.

Pourtant, aussi manipulée qu'elle puisse être, la montée du confessionnalisme dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MOAN) risque de saper les perspectives d'établissement de sociétés démocratiques pacifiques et stables dans le monde arabe. Cela soulève plusieurs questions. Comment les acteurs politiques favorisent et instru-

* L'auteur est directeur de recherches au *Fundación para las Relaciones Internacionales y El Dialogo Exterior* (FRIDE), un *think tank* sur l'action à l'échelle mondiale basé à Madrid qui produit une analyse des principaux débats portant sur les relations internationales. Il est un spécialiste de la géopolitique de l'eau et l'un des participants à un projet consacré à l'étude de la politique, de la religion et de leurs interactions dans les conflits contemporains. Avant de devenir membre de FRIDE, le docteur Mikail dirigea le programme de maîtrise de relations internationales, ainsi que tous les séminaires consacrés au Moyen Orient, à l'Afrique du Nord et à la géopolitique de l'eau, à l'Institut supérieur d'études des relations internationales et stratégiques à Paris (2002-2010). Il travailla au Secrétariat Général pour l'Administration (Ministère français de la Défense) et dirigea entre 2005 et 2007 le programme consacré aux questions relatives à l'eau au Collège Interarmées de Défense de Paris. Le docteur Mikail est également maître de conférences à l'Institut des études européennes de l'Université Paris-VIII. Il est membre du comité de rédaction des revues universitaires françaises *Revue internationale et stratégique* (RIS) et *Confluences Méditerranée*. Il est titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université Paris-VIII Saint Denis, d'une maîtrise de coopération internationale et de civilisations arabes et islamiques de l'Université Marc Bloch.

Cet article apparaissait auparavant comme MIKAÏL, Barah, « Sectarianism after the Arab Spring: an exaggerated spectre », Policy Brief no. 116, Madrid : FRIDE, février 2012. Reproduit avec l'autorisation de FRIDE.

mentalistent-ils la réapparition des clivages religieux et confessionnels traditionnels ? Comment ont réagi les gouvernements de la région ? Que pourraient faire l'Europe et le reste de la communauté internationale pour limiter les risques de voir le confessionnalisme nuire aux transitions pacifiques vers la démocratie ?

Approfondissement des divisions traditionnelles

Même si le confessionnalisme n'est pas nouveau dans la région MOAN, il a pris des dimensions alarmantes dans un contexte régional changeant. De nombreuses analyses de ce confessionnalisme se concentrent sur les divergences religieuses et politiques entre l'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiite. Les Saoudiens et les Iraniens sont des rivaux stratégiques régionaux. De la même façon, les autres pays arabes du Golfe s'inquiètent des relations de l'Iran avec les Arabes chiites ainsi que de l'influence croissante de Téhéran dans la région du à sa forte présence dans l'Irak de l'après-Saddam et des ses alliances avec le gouvernement syrien et le Hezbollah libanais.

Naturellement, lorsque le Printemps arabe ouvrit de nouvelles perspectives d'influence régionale, les tensions entre l'Iran et les pays du Golfe montèrent. Téhéran exprima initialement sa satisfaction concernant le renversement de Ben Ali en Tunisie et de Moubarak en Égypte. Du point de vue iranien, la décision prise par les populations arabes d'évincer leurs gouvernants pro-occidentaux fut une bonne nouvelle. L'attitude de Téhéran changea toutefois quand des émeutes éclatèrent sur le territoire de son allié arabe le plus fidèle, la Syrie. Cela confirma les soupçons des pays arabes du Golfe, pour lesquels l'unique raison ayant conduit l'Iran à louer les soulèvements fut qu'ils lui offraient la chance d'atteindre ses intérêts stratégiques.

Les soupçons basés sur les divergences interconfessionnelles et les programmes politiques présumés dominèrent également les débats intérieurs dans plusieurs pays de la région MOAN. En Tunisie et en Égypte, les adversaires des groupes affiliés aux Frères musulmans et des partis salafistes déplorait le soutien financier islamiste pro-Sunnite présumé apporter par l'Arabie saoudite et le Qatar. À Bahreïn, qui est gouverné par une minorité sunnite, les émeutes anti-régime dominées par les Chiites conduisirent le gouvernement bahreïni et ceux de plusieurs états voisins à accuser l'Iran d'ingérence. Des accusations semblables furent lancées par l'Arabie saoudite lorsque des émeutes éclatèrent dans l'est du pays, où les Chiites sont majoritaires.

Des divisions abondent également au-delà du clivage apparent entre Sunnites et Chiïtes. Dans les Émirats arabes unis, malgré l'absence de manifestations, l'appareil d'état prétexta les risques d'une ascension des Frères musulmans dans la région et critiqua les sermons du prédicateur Sheikh Youssef al-Qaradawi, que soutenait le Qatar. Ainsi, les autorités des Émirats dénoncèrent la façon dont certains pays de la région (le Qatar et l'Arabie saoudite en particulier) se tenaient prêts à soutenir des groupes dont les programmes étaient à dominante religieuse afin de renforcer leur propre influence dans la région.

L'approfondissement des clivages interconfessionnels historiques dans la région fut accéléré par le Printemps arabe mais ses débuts remontent plus loin dans le temps. En Irak, les affrontements interconfessionnels sont endémiques depuis la chute de Saddam Hussein en 2003. Le gouvernement central irakien reste fragile, ayant du mal à garantir l'unité nationale. Les Sunnites de la région du centre se virent pris comme dans un étau entre les puissantes factions régionales rivales que sont les Kurdes, dont la présence s'accroissait dans le nord, et les Chiïtes dans leur bastion du sud. Pendant la guerre israélo-libanaise de l'été 2006, plusieurs des détracteurs du Hezbollah tels que l'Arabie saoudite, l'Égypte, Israël et certains membres de l'Union européenne estimèrent que l'Iran était derrière les actions du Hezbollah. Au Maghreb, les relations diplomatiques entre le Maroc et l'Iran furent suspendues en 2009 après que le premier eut accusé l'autre d'essayer de convertir les Marocains au Chiïsme. À la suite des transferts de pouvoir survenus en 2011-2012, plusieurs pays arabes craignent aujourd'hui que de telles tendances confessionnelles puissent atteindre leur propre territoire et le déstabiliser. Plusieurs gouvernements de la région se sont par conséquent sentis obligés de réagir à ces développements afin d'éviter une possible contagion.

Entre endiguement et instrumentalisation

Depuis le renversement de certains de leurs pairs autoritaires, les gouvernants arabes ont tenu à éviter deux sortes de contagion : changement révolutionnaire de régime et perte de cohésion sociale par affrontements interconfessionnels. La vague de soulèvements populaires qui débuta en Tunisie a affecté la plupart des pays arabes, à de rares exceptions près. Les gouvernants arabes menacés ont, en soulignant leur propre importance dans le maintien de la stabilité, simultanément endigué et instrumentalisé les tensions d'origine confessionnelle.

À la suite de la chute de Ben Ali et de la propagation des soulèvements, les gouvernants arabes de la région adoptèrent des mesures strictes visant à endiguer les manifestations à l'intérieur, généralement sous le prétexte de préserver la sécurité nationale. En même temps, l'insistance excessive des dirigeants arabes sur les dangers du confessionnalisme leur permettait fort à propos d'atteindre leur objectif de sauvegarde de la mainmise sur le pouvoir par les élites dirigeantes. Le risque de divisions interconfessionnelles est réel et existe dans plusieurs pays arabes. Au Liban, les affrontements interconfessionnels entre Sunnites et Alaouites à Beyrouth et dans le nord du pays sont réapparus. Néanmoins, les gouvernements arabes ont adroitement instrumentalisé les dangers tangibles du confessionnalisme pour étouffer les manifestations.

En Arabie saoudite, la répression des timides soulèvements dans l'est du pays fut présentée par les gouvernants comme une lutte contre la sédition menée par les Chiïtes. Une stratégie de diplomatie publique comparable fut adoptée à Bahreïn, où la violence prit une plus grande ampleur. Le président yéménite Saleh qualifia les tensions entre les communautés de complot visant à déstabiliser et diviser le pays.

Les tensions confessionnelles ont pris les proportions les plus alarmantes en Syrie, où les émeutes se transformèrent rapidement en violence entre Sunnites et Alaouites chiites. Le régime syrien mena une répression brutale et justifia ses actions par la menace d'une « conspiration étrangère ». La querelle confessionnelle finit par servir le régime Assad dans ses efforts visant à entraver la dynamique de manifestations en empêchant la population de descendre dans la rue. En Arabie saoudite et à Bahreïn, le confessionnalisme fut utilisé comme prétexte pour critiquer le rôle croissant joué par l'Iran dans la région. Il est particulièrement significatif que le Conseil de coopération du Golfe ait offert une adhésion à la Jordanie et au Maroc. Bien que toujours en suspens, ce projet d'alliance des royaumes arabes peut être interprété comme un moyen d'établissement d'une « alliance sunnite » s'opposant à l'Iran et à sa stratégie présumée d'expansion régionale « pan-chiite ».

Brandir l'argument du confessionnalisme est un outil puissant car il effraye de nombreuses communautés du monde arabe telles que les Berbères d'Afrique du Nord. Les tensions aussi bien interconfessionnelles qu'interreligieuses entre Chrétiens et Musulmans offrent des scénarios menaçants dans plusieurs pays, y compris entre Coptes et Musulmans sunnites en Égypte, ainsi qu'au Liban et en Irak, où les divisions interconfessionnelles se reflètent dans les institutions publiques.

Néanmoins, l'instrumentalisation du confessionnalisme pourrait également se retourner contre les gouvernants et leurs intérêts. Le fait d'attirer l'attention sur les tensions interconfessionnelles fait courir le risque de voir de tels scénarios adoptés et renforcés par la population comme une prédiction qui se matérialise. Cela vaut également pour l'accent excessif mis actuellement dans les reportages et les analyses consacrés par la presse aux attaches confessionnelles, ethniques et tribales. L'importance excessive accordée à ces questions en tant qu'importante source d'identité régionale met en doute l'intégrité de l'état-nation et risque d'affaiblir la cohésion nationale et favoriser la désintégration.

Comment réagir

Nombreux sont les acteurs internationaux engagés dans la région qui se sont laissés tromper par le spectre du confessionnalisme. Les États-Unis et l'Union Européenne furent les premiers à avoir cru à une telle explication. Ce faisant, les pays occidentaux risquent de ne pas saisir des nuances importantes. Les attaches confessionnelles sont une réalité, comme l'est un certain potentiel de conflits qui leur est propre. Les affrontements interconfessionnels ne représentent toutefois pas le défi le plus pressant auquel le monde arabe d'aujourd'hui est confronté.

Les soulèvements indiquent clairement que des doléances politiques et socioéconomiques sont au centre des demandes formulées par les citoyens. En Tunisie, en Égypte et au Yémen, les manifestations initiales furent basées sur des demandes de changement exprimées par de larges segments de la société, y compris les jeunes, les chômeurs et les dissidents sans attaches solides ni considérations confessionnelles. C'est

la recherche d'un avenir meilleur et de nouvelles règles politiques qui alimentait principalement leurs demandes. Quels que soient la tribu, le clan, la religion, la secte ou l'ethnie auxquels ils appartenaient, les citoyens revendiquaient la « dignité » avant toute autre chose. Ce fut seulement au bout d'un certain temps que les tendances au confessionnalisme prirent le devant de la scène. Lorsque les transitions semblèrent faire machine arrière, les citoyens choisirent de plus en plus de s'identifier en fonction de leurs appartenances tribales ou confessionnelles, plutôt que de leurs appartenances politiques.

La communauté internationale devrait avoir tiré un certain nombre d'enseignements de l'Irak et de l'Afghanistan. Après avoir été envahis, les deux pays connurent une aggravation des tensions interconfessionnelles internes. Cela fut dû dans une large mesure à l'importance excessive accordée au rôle des communautés confessionnelles dans les processus de transition. Au lieu de faire confiance au potentiel de cohésion transcommunautaire nationale propre à chaque pays, les puissances envahisseuses accordèrent une part égale de prérogatives politiques aux différentes communautés. Cela déclencha un approfondissement des divisions entre les divers groupes. Les communautés les plus nombreuses finirent par considérer cela comme une excellente chance de renfoncer leur position. Alors que les Chiïtes dominent le processus politique actuel en Irak, le peuple pachtoune est majoritaire au sein du gouvernement afghan.

Les soulèvements arabes confirmèrent la tendance de longue date de l'Occident à favoriser un processus de transition qui accorde une haute priorité à des « droits des minorités » bien délimités. L'insistance occidentale quant aux droits de la communauté copte d'Égypte en est un bon exemple. En Syrie, les États-Unis insistent régulièrement sur le fait qu'ils veulent que les membres de l'opposition (en particulier ceux qui font partie du Conseil national syrien) s'engagent plus clairement à protéger les « droits des minorités ». Il y a toutefois dans ce domaine un certain manque de cohérence : en général, la défense potentiellement digne de louanges par les pays occidentaux des droits des minorités semble être moins ardente quand il s'agit de défendre ceux des Chiïtes. La communauté internationale a par exemple fait la sourde oreille aux demandes de changement formulées par les communautés chiïtes à Bahreïn, en Arabie saoudite et au Yémen. En particulier, les affrontements violents entre les armées bahreïnies et saoudiennes d'une part et des manifestants chiïtes d'autre part en 2011 et 2012 n'ont donné lieu à aucune condamnation internationale aussi sévère et résolue que dans le cas syrien.

En Libye, la division entre groupes a été implicitement encouragée plutôt qu'évitée. Après la chute de Kadhafi, les divisions se sont aggravées entre les membres du Conseil national de transition (CNT). Étant donné que le pays est relativement homogène en termes confessionnels (Sunni), les divisions tribales, régionales et idéologiques jouent un plus grand rôle. Depuis les débuts des manifestations anti-Kadhafi, celles-ci se concentrèrent sur Benghazi, plus ou moins au détriment des priorités régionales. Les rivalités régionales, idéologiques et tribales ont crû progressivement depuis lors. Par suite de l'histoire décentralisée et des structures de la société en Libye, la cohésion nationale y a été plus problématique que partout ailleurs dans la région. En outre, aucune

mesure concrète d'organisation d'une transition dans l'après-Kadhafi n'avait été définie avant la chute du chef d'État libyen. Il en résulta une division plus marquée entre les principaux éléments de la population sur des bases idéologiques (Islamistes contre laïques) ou ethniques (Arabes contre Berbères, ainsi que rivalités tribales).

Même si la protection des droits des minorités par l'état est importante, les gouvernements étrangers devraient insister sur la consolidation de la règle de droit, de la citoyenneté et des droits de l'homme considérés globalement, sans accorder une importance particulière à une communauté ou minorité quelconque. En s'abstenant de faire des distinctions entre une communauté et une autre, l'Union Européenne et les États-Unis amélioreraient leur crédibilité et gagneraient la confiance des populations dans la région. Même si la Russie et la Chine sont peut-être mal placées pour donner des leçons de respect des droits des minorités, ces deux pays tirent avantage de la perception (qu'elle soit justifiée ou non) selon laquelle ils sont plus réticents à choisir des gagnants et à dresser les communautés les unes contre les autres. Les pays occidentaux desservent leur propre cause lorsque leurs actions amènent à les soupçonner de vouloir diviser pour régner.

Conclusion

Les préoccupations légitimes quant aux dangers que présentent les conflits inter-confessionnels en viennent à se confondre avec des considérations d'ordre géostratégique, souvent au détriment de la sécurité régionale. Les craintes de certains gouvernants arabes d'être balayés par les soulèvements persistants les conduisent à instrumentaliser le confessionnalisme comme une forme d'assurance sur la vie. La fréquente référence au fossé entre Sunnites et Chiïtes vraisemblablement encouragé par l'Iran en est l'exemple le plus évident. Les acteurs occidentaux ont besoin d'élargir leur interprétation de certains événements survenant dans la région au-delà d'un fondement purement confessionnel. Les acteurs occidentaux et locaux doivent cesser de voir la région MOAN dans une optique confessionnelle et viser plutôt à renforcer la cohésion interne des états-nations.

La Libye offre une chance concrète de le faire. Les contradictions internes du CNT, combinées à une montée des tensions tribales et locales, donnent à l'Occident la possibilité de poser des conditions à son soutien de la reconstruction du pays. Pendant ce temps, en Syrie, il serait sage pour la communauté internationale d'élargir son interprétation confessionnelle des faits, selon laquelle les Alaouites dominent et excluent toutes les autres communautés. Cet élargissement devrait se rapprocher d'un scénario trans-confessionnel plus pragmatique, demandant à tous les Syriens sans référence à une communauté quelconque particulière, de définir ensemble une vision partagée de l'avenir de la Syrie.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp